

"One Health" : les villes, "au croisement des trois santés", appelées à prendre leur part

Publié le 16 avril 2026 , par [Caroline Megglé](#), pour Localtis

Santé, Environnement, Europe et international

Si les territoires sont les réceptacles des effets du dérèglement climatique et des crises globales telles que les pandémies, ils sont aussi le lieu où il est possible d'agir pour prévenir les risques et favoriser des interactions positives entre santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes. Lors du "One Health Summit" à Lyon, une coalition internationale de villes a été lancée pour diffuser ce message et inciter les collectivités à aborder de façon transversale des sujets tels que la qualité de l'air, l'alimentation durable, la gestion de l'eau, des espaces verts et des "espèces à enjeu pour la santé humaine". Ce 14 avril 2026, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) a également appelé dans un avis à accélérer la mise en œuvre de l'approche "Une seule santé" en s'appuyant sur les collectivités, pour mieux anticiper la survenue d'une prochaine crise sanitaire.

© Réseau français Villes-Santé



Organisé par la France dans le cadre de la présidence du G7 (voir notre [article](#)), le sommet international "One Health" a réuni, à Lyon du 5 au 7 avril 2026, "une soixantaine d'États et organisations internationales et régionales ainsi que des centaines de scientifiques, d'acteurs économiques et philanthropiques, des chefs d'entreprises, des représentants de collectivités territoriales, de banques de développement, de la société civile et de la jeunesse", selon l'Élysée. Cela autour d'"une ambition commune : faire de l'approche One Health ('Une seule santé') un cadre structurant de l'action internationale et de nos politiques publiques". Des [engagements](#) ont été pris pour renforcer la coopération internationale en matière de recherche, de surveillance sanitaire et de prévention des risques zoonotiques ou encore de lutte contre la résistance aux antimicrobiens.

Du point de vue des territoires, que peut-on retenir de ce sommet "One Health" ?

Une alliance de villes pour "développer des solutions communes"

Un appel au **lancement d'une coalition internationale de villes**, "One Health Cities Alliance", a d'abord été lancé par Grégory Doucet et Pierre Georges Akamba Assembe, respectivement maires de Lyon et d'Akonolinga (Cameroun).

C'est dans les villes que "l'évidence s'impose : la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes sont indissociables", pour le maire d'Akonolinga. Et si les villes subissent les effets de crises globales – impacts du dérèglement climatique et de la perte de biodiversité, émergence de nouvelles maladies, insécurité alimentaire... -, elles sont également "idéalement placées pour traduire [l'approche One Health] en actions concrètes en reliant les politiques de santé, d'environnement, d'urbanisme, d'alimentation et de climat", affirme Grégory Doucet dans la vidéo de présentation de cet appel. Cette future coalition de villes "permettra de partager les connaissances, de développer des solutions communes et d'accélérer les politiques urbaines qui améliorent simultanément la santé des populations, des animaux et des écosystèmes".

"Cette coalition internationale comptera une quinzaine de villes au départ, dont Lyon et Marseille, qui partageront leurs avancées pour aider d'autres territoires à décliner l'approche Une seule santé", explique à Localtis Véronique Garnier, adjointe au maire de Croissy-sur-Seine déléguée Une seule santé, prévention des risques et culture, et présidente du Comité d'animation territoires du groupe interministériel Santé-Environnement.

"Penser 'santé' avant de conduire l'action"

Cette démarche pourra notamment capitaliser sur les enseignements du **projet européen "One Health for Cities"**, soutenu par le programme Urbact et ayant notamment impliqué la ville de Lyon et la métropole de Strasbourg. Ce projet, qui a pris fin en décembre 2025, a donné lieu à un [guide](#) "Une seule santé en ville" destiné aux collectivités territoriales. Ce document insiste notamment sur les enjeux de **gouvernance**, puisque l'approche "Une seule santé" est globale et suppose donc – comme le développement durable – des interactions entre les niveaux d'intervention (international,

national, régional, local) et les différentes politiques – santé, urbanisme et espaces verts, alimentation, déchets, gestion de l'eau, gestion des "espèces à enjeu pour la santé humaine" (ou "nuisibles" tels que les rats), etc.

"Les villes sont finalement au croisement des trois santés, donc ce concept d'"Une seule santé' permet de faire le lien entre différentes politiques locales, de prendre en compte les impacts sur la santé humaine des actions que l'on mène sur la faune et la flore et inversement", souligne Maude Luherne, du Réseau français villes-santé, interrogée par Localtis. La **politique alimentaire** est à ce titre emblématique, avec notamment "le bio qui a un impact à la fois sur la santé humaine et notamment la santé des enfants dans les cantines scolaires et sur la santé de la terre", illustre-t-elle.

L'approche valorise les "co-bénéfices" des politiques favorables à la fois aux humains, aux animaux et aux écosystèmes et s'inscrit résolument dans une démarche de **prévention**. "On ne peut plus se contenter de courir après les crises sanitaires ou d'agir timidement sur la question des pollutions... Avec le fardeau des maladies chroniques qui ne va que se renforcer, on ne peut plus négliger l'impact des déterminants environnementaux. Nous devons impérativement être dans la prévention, ce qui oblige à être dans la transversalité et à penser 'santé' avant de conduire l'action", met en avant Véronique Garnier.

Une future stratégie nationale santé-environnement fondée sur "Une seule santé"

Le sommet "One Health" a été l'occasion pour le président de la République et le gouvernement de lancer les consultations autour de plusieurs stratégies nationales que sont :

- le quatrième **programme national pour l'alimentation (PNA 4)** et le cinquième **programme national nutrition santé (PNNS 5)**, qui constituent la déclinaison opérationnelle de la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc, voir notre [article](#)) et qui sont portés par les ministères de l'Agriculture et de la Santé. Ces derniers promettent en particulier, dans leur communiqué, de poursuivre le soutien apporté aux projets alimentaires territoriaux (PAT) ;
- la nouvelle **stratégie nationale santé-environnement**, qui sera fondée sur "Une seule santé" et "**tournée vers l'anticipation des risques de demain**" autour de **priorités que sont** "notamment les perturbateurs endocriniens, les PFAS, la pollution de l'air, la qualité de l'eau ou encore les résistances aux antimicrobiens", selon le [communiqué](#) des ministères de la Santé et de la Transition écologique.

Véronique Garnier salue cet "engagement fort" et indique que le comité d'animation des territoires – dont plusieurs associations d'élus, telles que l'Association des maires de France (AMF), sont membres – participera à l'élaboration de cette nouvelle stratégie. Dans la continuité du sommet "One

Health", où plusieurs dizaines de collectivités locales françaises et étrangères ont été réunies lors d'une session dédiée aux territoires, l'enjeu est de poursuivre la diffusion de l'approche "Une seule santé". Pour Maude Luherne, il importe en particulier de mettre en avant de façon "très opérationnelle" les compétences des collectivités qui sont en lien avec les enjeux de collecte de données, de pollutions et de systèmes alimentaires durables.

› Anticiper une future crise sanitaire : les recommandations du Cese

"La France est-elle prête à **affronter une nouvelle crise sanitaire** ?" C'est la question que s'est posé le Conseil économique, social et environnemental (Cese), qui a adopté le 14 avril 2026 un avis intitulé "Crises sanitaires : prévenir, anticiper, coordonner". Pour les rapporteurs, la pandémie de Covid-19 a validé la **pertinence de l'approche "Une seule santé"**, en démontrant le fait que "les atteintes aux écosystèmes et les risques pour la santé sont intrinsèquement liés". Le Cese appelle donc à "mettre en œuvre les principes One Health / Une seule santé", en consolidant la gouvernance nationale et en s'appuyant sur les collectivités territoriales considérées comme "le niveau le plus adéquat pour identifier les besoins et adapter les réponses". Pour cela, le Cese préconise d'assurer "l'interopérabilité des réseaux de données environnementales et de santé, de manière éthique, confidentielle et sécurisée".

L'avis aborde par ailleurs les différents aspects d'une préparation à une éventuelle future crise sanitaire : recherche et autonomie stratégique (sécurisation des approvisionnements), diffusion d'une culture de la prévention et prise en compte des besoins des populations les plus vulnérables (voir notre article), définition d'une "gouvernance de crise" et d'un cadre où les "restrictions" aux libertés individuelles sont "l'exception" et non la règle, systématisation des retours d'expérience. Il est notamment recommandé d'"identifier à l'échelle des territoires les actions qui ont bien ou mal fonctionné, celles qui ont été ou qui devraient être pérennisées".

Pour aller plus loin

- › [Les engagements issus du Sommet de Lyon.](#)
- › [L'appel à une coalition internationale de villes.](#)
- › [Le replay de la session du Sommet dédiée aux territoires.](#)
- › [Le guide "Une seule santé en ville" issu du projet Urbact.](#)
- › [Le communiqué du Réseau français villes-santé.](#)

Voir aussi

ACTUALITÉ LOCALTIS

"One Health Summit" : un sommet international s'ouvre à Lyon pour diffuser l'approche "Une seule santé"

Santé, Environnement, Europe et
international

En savoir plus >